

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels**



SIXIÈME COMMISSION
16e séance
tenue le
Mercredi 7 octobre 1987
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 16e SEANCE

Président : M. AZZAROUK (Jamahiriya arabe libyenne)

SOMMAIRE

**POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE RENFORCEMENT DE
L'EFFICACITE DU PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE DANS LES RELATIONS
INTERNATIONALES**

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 10 h 10.

POINT 131 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DU PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES (A/42/41; voir aussi A/C.6/42/L.1)

1. M. TREVES (Italie), Président du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales, présentant le rapport du Comité (A/42/41), dit que ce dernier a dûment accompli toutes les tâches dont l'Assemblée générale l'avait chargé dans sa résolution 41/76. La section III du rapport contient le texte d'un projet de déclaration sur le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales qui a été adopté par consensus. Le Comité spécial, s'étant donc acquitté de son mandat, considère que le rapport dont est saisie la Sixième Commission est le dernier qu'il présentera.

2. L'adoption sans recours à un vote de la résolution 41/76 de l'Assemblée générale ainsi que l'esprit de coopération qui a permis au Comité d'achever en trois semaines seulement le projet de déclaration sont principalement attribuables à deux facteurs. Premièrement, le Groupe des pays non alignés a permis au Comité de sortir de l'impasse dans laquelle il se trouvait depuis 10 ans, en ce qui concerne ses objectifs, en suggérant qu'il choisisse de s'attacher à l'élaboration d'une déclaration. Deuxièmement, lorsque l'Assemblée générale a procédé à l'examen de la question à sa quarante et unième session, les Etats Membres avaient déjà une idée plus claire des éléments qu'une déclaration acceptable pour tous pourrait contenir. Les paragraphes relatifs au non-recours à la force, figurant dans le document adopté en septembre 1986 par la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité en Europe, ont fourni un modèle utile; en outre, la liste des propositions soumises à la fin de la session du Comité de 1986 par les Etats socialistes et le document de travail présenté par les Etats d'Europe occidentale, ainsi que le document de travail présenté par quatre Etats non alignés, se sont révélés être assez proches les uns des autres pour que la tâche consistant à les concilier ne soit pas du domaine de l'impossible.

3. Le projet de déclaration pourrait être considéré comme le maillon d'une chaîne constituée notamment par la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, conformément à la Charte des Nations Unies, la Définition de l'agression et la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux. Le fait que le projet reprend certaines des dispositions de ces documents tout en réaffirmant l'ensemble montre que le Comité n'avait pas l'intention d'accorder la primauté à certaines ou de proposer pour l'une quelconque d'entre elles une interprétation autre que celle qui dérive de leur contexte original.

4. Aux alinéas du préambule du projet de déclaration, on rappelle le principe selon lequel les Etats doivent s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, principe qui est consigné dans la Charte et réaffirmé dans un certain nombre d'instruments internationaux. L'intervenant appelle notamment l'attention sur les cinquième et vingt et unième alinéas. La section I contient une réaffirmation du principe et traite de ses conséquences, ainsi que des

(M. Treves, Italie)

dérogations. La section II indique dans quels domaines et de quelle manière les Etats peuvent, dans leurs relations mutuelles, renforcer l'efficacité de ce principe. La partie III montre comment elle peut l'être dans le cadre de l'ONU.

5. Le projet s'achève par trois clauses générales. Selon la première, rien dans la déclaration ne doit être interprété comme modifiant d'une quelconque façon l'étendue des dispositions de la Charte concernant les cas où l'usage de la force est légal, ni comme affectant de quelque manière que ce soit les dispositions pertinentes de la Charte ou les droits et obligations des Etats ou l'étendue des missions et pouvoirs des organes des Nations Unies prévus par la Charte. La deuxième clause doit se lire en liaison avec le dix-neuvième alinéa et le paragraphe 5, qui réaffirment tous deux le principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes que consacre la Charte. La troisième clause s'inspire de l'Article 103 de la Charte et confirme qu'en cas de conflit entre les obligations des Membres des Nations Unies en vertu de la Charte et leurs obligations en vertu de tout autre accord international, les premières prévaudront.

6. Les négociations sur le projet de déclaration ont été facilitées par l'esprit de coopération de tous ceux qui ont participé aux travaux du Comité spécial. Ceux qui n'étaient pas complètement satisfaits de certaines de ses dispositions se sont néanmoins associés au consensus, qui semblait représenter le meilleur compromis possible. L'intervenant demande instamment aux délégations qui estiment que l'une des dispositions aurait pu être libellée différemment ou qu'un point particulier aurait dû être traité de manière plus satisfaisante, d'envisager le projet de déclaration dans son ensemble et de se soucier essentiellement de préserver l'accord général.

7. En recommandant à la Commission d'adopter le projet de déclaration, la délégation italienne fait observer en premier lieu que, ce faisant, les Etats Membres feraient preuve de leur bonne volonté et que cela contribuerait à améliorer la conjoncture internationale. En deuxième lieu, le projet met l'accent sur les liens existant entre le principe du non-recours à la force et divers principes importants du droit international, d'une part, et les domaines où peut s'exercer la coopération internationale, d'autre part. En troisième lieu, si le projet réussit à encourager les Etats à contribuer avec plus d'énergie et de bonne volonté à l'instauration de conditions qui rendront le principes plus efficace, l'effort considérable exigé par les négociations n'aura pas été vain.

La séance est levée à 10 h 45.